



NON AUX COUPES BUDGETAIRES !

APPEL UNITAIRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DU SPECTACLE A LA MOBILISATION DU 20 MARS 2025

Depuis plus d'un an, nous alertons et mobilisons les professionnel·les du spectacle, de l'art et de la culture contre les différentes coupes budgétaires qui ont lieu à toutes les échelles (national, collectivités territoriales) et qui menacent notre capacité de créer, de présenter des œuvres au public, de mener des actions d'éducation artistique ou d'éducation populaire partout dans le pays. Les baisses de crédits votées ou annoncées par certaines villes, agglomérations, départements et régions, comme dans les Pays-de-la-Loire, l'Île-de-France ou l'Hérault, fragilisent gravement et durablement notre secteur. En parallèle, des dispositifs essentiels pour nos professions sont mis à mal par l'Etat faute de financements suffisants : c'est le cas du Fonpeps, du GIP Cafés Culture ou de la part collective du Pass culture.

En ce début d'année 2025, nous ne comptons plus le nombre de structures, quelles que soient leur taille et leur statut, qui rencontrent des difficultés budgétaires et/ou de trésorerie du fait de l'effondrement des financements publics et du retard de versement des subventions. En ce début d'année 2025, nous ne comptons plus le nombre de salarié·es qui perdent des contrats, doivent accepter des conditions de travail de plus en plus précaires, perdent leurs droits, doivent tout simplement changer de métier pour survivre.

Alors que la crise du secteur a été maintes fois évoquée dans les instances de dialogue social au niveau national, le gouvernement, dont la ministre de la Culture, Mme Rachida Dati est membre, continue de défendre, au nom de la dette publique ou cette fois-ci au nom de l'effort militaire, l'austérité budgétaire pour les services publics, l'audiovisuel public et les collectivités territoriales. Derrière ces coupes budgétaires et cette mise en danger des lieux d'art et de culture et des professions artistiques et techniques, c'est un plan de licenciement massif qui ne dit pas son nom alors même que les salaires et les conditions de travail sont déjà largement dégradés.

Nous ne pouvons accepter un tel effondrement de nos activités sur le territoire qui aura des conséquences sérieuses sur le plan social mais aussi économique et contribuera certainement plus à aggraver la situation de crise que traverse notre pays et le monde qu'à la résorber.

A l'heure où l'extrême droite et ses idées n'ont jamais été aussi présentes tant sur la scène nationale qu'internationale, reléguer une nouvelle fois les politiques publiques en matière culturelle à des activités non essentielles est particulièrement dangereux. Dans une démocratie, la création artistique, l'éducation artistique et culturelle, la pratique artistique constituent un rempart essentiel contre l'obscurantisme, et toutes les discriminations.

Pour continuer à défendre l'intérêt général par nos actions et le soutien à un service public des arts et de la culture exigeant et diversifié présent sur tous les territoires et à toutes les échelles.

Pour continuer à toucher la jeunesse et la population dans son ensemble par nos actions artistiques et culturelles et de la pratique artistique que ce soit dans les quartiers, les écoles, les prisons, les EHPAD, les centres sociaux, les hôpitaux, et encore au théâtre, à l'opéra, dans les orchestres, etc.

Pour faire suite à toutes les actions que nous avons entreprises collectivement depuis le début de ce mouvement, en écho à toutes les assemblées générales qui s'organisent un peu partout en France, nous appelons de manière unitaire à la mobilisation générale de nos secteurs le 20 mars prochain.

Nous, organisations syndicales d'employeur·ses et de salarié·es du spectacle vivant, appelons l'ensemble de la profession à fédérer et se mettre en mouvement pour rejoindre les initiatives qui auront lieu partout sur le territoire pour faire entendre notre voix !

Manifestons massivement :

- Pour le refinancement du service public des Arts et de la Culture, de l'Education artistique et culturelle
- Pour vivre dignement de nos métiers et en Paix !

Paris, le 18/03/2025